



DERRIERE LE LOBBY CHIMIQUE EUROPEEN L'administration BUSH et la réforme chimique européenne

Forte polémique au Congrès US

La Chambre des Représentants US (et en particulier son *Committee on Government Reform – Minority Staff Special Investigation Division*) a engagé un travail d'investigation sur le rôle du lobbying du gouvernement Bush pour saboter la future réglementation européenne sur les substances chimiques REACH (enRegistration, Evaluation, Autorisation des substances CHimiques).

Un rapport intitulé *The Chemical Industry, the Bush administration and European efforts to regulate chemicals*¹ publié le 1^{er} avril 2004 à l'initiative du parlementaire Henry A. Waxman, élu de Los Angeles, révèle une partie des initiatives prises par l'administration Bush. L'expertise s'appuie sur une série de courriers électroniques, câbles et mémorandums du *State Department*, du *U.S. Trade Representative*, du *Commerce Department* et du *U.S. Environmental Protection Agency* portant sur REACH.².

Ces documents sont parvenus à la *Special Investigation Division* du Congrès par le biais de l'ONG *Environmental Health Fund*³ ; ils fournissent effectivement une étude de cas sur la manière dont des intérêts privés puissants, notamment ceux de l'industrie chimique, peuvent influencer la politique étrangère des Etats-Unis. Ils montrent surtout que, depuis que le Livre Blanc (travail préparatoire à REACH) est discuté en février 2001, des fonctionnaires ont activement cherché à rencontrer des responsables de l'industrie chimique américaine afin de solliciter leurs avis et préoccupations sur cette future réglementation européenne des substances chimiques.

C'est le secrétaire d'Etat, **Colin Powell** qui, en mars 2002, a envoyé un premier câble à 36 ambassades américaines situées hors de l'Union européenne. Il demandait aux services diplomatiques de discuter la politique chimique européenne avec les hauts responsables gouvernementaux et de communiquer aux gouvernements étrangers le message selon lequel la future réglementation sur les substances chimiques sera onéreuse, complexe et surtout impossible à mettre en œuvre. Par ailleurs, courant 2002, des représentants de l'*Environment Protection Agency* se sont rendus en Europe afin de délivrer le message de l'industrie chimique en même temps que l'*American Chemistry Council*. Un câble de la Mission US auprès de l'UE (*U.S. Mission to the European Unit*) détaille ainsi un nombre de rendez-vous entre Stephen Johnson, administrateur de l'EPA et de nombreuses entités gouvernementales.

En avril 2003, Colin Powell a envoyé, de façon prioritaire, un autre câble aux postes diplomatiques européens leur fournissant une liste exhaustive d'arguments contre REACH. En outre, les fonctionnaires de l'*United States Trade Representative* ont échangé des courriers électroniques avec des responsables de l'industrie pour identifier les Etats membres de l'Union européenne ciblés prioritairement en raison de leur importante production chimique et aval – **l'Allemagne, la France, l'Angleterre, l'Italie, les Pays-Bas et l'Irlande** – et pour recommander à l'industrie de neutraliser les arguments environnementaux des Suédois et des Finlandais.

Les fonctionnaires de quatre agences fédérales (*States Department, U.S. Trade Representative, Commerce Department, U.S. Environmental Protection Agency*) ont donc planifié une série d'actions afin de renforcer l'opposition à REACH. Parmi celles-ci, la désignation de représentants de l'industrie

¹ http://www.house.gov/reform/min/inves_admin/admin_reach.htm

² Ces documents sont accessible en ligne sur ibidem.

³ *US Intervention in EU chemical policy*, Joseph Di Gangi, Environmental Health Fund, September 2003.

pour coordonner le lobbying auprès des Etats spécifiques. Ces derniers se sont rendus en Europe pour y rencontrer les responsables gouvernementaux et industriels et ont recommandé aux pays tiers asiatiques et non-européens de s'opposer à REACH.

Des résultats payants

Cinq mois plus tard, en Septembre 2003, les chefs des gouvernements britannique, allemand et français, Messieurs **Blair, Schröder et Chirac** ont signifié au Président de la Commission européenne, Romano Prodi, leur "désapprobation" du processus réglementaire en cours relatif à la politique chimique européenne.

Sous l'influence du lobbying du gouvernement Bush et des industries chimiques américaines et européennes, REACH a déjà subi de nombreuses modifications qui sont toutes d'importantes concessions à l'industrie : seuil rehaussé pour l'évaluation (diminuant de 30 000 à 10 000 les substances à évaluer), révision du champs d'application (produits importés, polymères, ...), etc ...

Pour les ONG européennes comme américaines et pour des observateurs indépendants, à l'instar du cancérologue américain Samuel Epstein, REACH n'est plus du tout à la hauteur des ambitions exposées dans le Livre Blanc. Dans la forme actuelle du texte, rien n'empêche une industrie de commercialiser un produit extrêmement dangereux (par exemple bioaccumulable et cancérigène) tant qu'elle peut produire la preuve qu'elle en maîtrise les risques. Pour mémoire, REACH est né justement de l'incapacité et de l'impossibilité à comprendre et gérer ce type de risques, et avait initialement pour objectif d'agir sur le danger à la source, en application du Principe de Précaution.

Les américains NE SONT PAS opposés à la réforme chimique

Sous l'administration Clinton, le Vice-Président Al Gore avait défendu **une politique non-interventionniste** vis-à-vis des pays qui souhaitaient renforcer leurs mesures de protection de l'environnement. Ainsi, malgré les demandes pressantes de l'industrie américaine, les USA ne se sont pas opposés aux restrictions européennes de 1998 sur les phthalates.

Concernant le gouvernement Bush, il est incontestable que l'industrie chimique est l'un de ses principaux soutiens. La porte des hauts fonctionnaires de l'administration reste en permanence ouverte à celle-ci. Depuis 2000, l'industrie chimique a contribué à hauteur de 17 400 000 euros (\$ 21 millions) au financement des campagnes électorales américaines, 79 % de cette somme étant allée au parti républicain. En outre, **G.W. Bush a reçu plus de 750 000 euros (\$ 900.000) depuis 1999 de l'industrie chimique pour sa campagne électorale.**⁴

Cette influence importante de l'industrie contraste avec l'exclusion du public et des acteurs non-gouvernementaux américains du débat sur la sûreté chimique et la précaution. Les ONG américaines **se félicitent** de la démarche que REACH représente pour la santé publique, la santé au travail et l'environnement. C'est en Californie⁵, que les réflexions européennes trouvent le plus d'écho, y compris au niveau officiel comme le montre l'adoption par la ville et le comté de San Francisco du Principe de Précaution en juillet 2003.

De l'autre côté des Etats-Unis, c'est au *Massachusetts Institute of Technology* qu'une grande partie de REACH a été rédigée sous la houlette du Professeur Kenneth Geizer, le père du "Toxics Use Reduction Act", une loi qui a permis de réduire la production de déchets toxiques dans l'Etat du Massachusetts de 50 % en 10 ans.

⁴ United States House of Representatives, Committee on Government Reform-Minority Staff, Special Case Investigation Division : *A special interest case study : The chemical industry, the Bush administration, and European efforts to regulate chemicals*, April 1, 2004, p. 2-3.

⁵ *Recommendations for Improving California's Public and Environmental Health*. Physicians for Social Responsibility-Los Angeles (PSR-LA) / Environmental Health Legislative Working Group (EHLWG). March 2004.

La France en pointe ... de l'arrière-garde

Dans le cadre de sa stratégie outrancière de surenchère, importée des US, l'industrie européenne, et en particulier française, continuent de produire des études d'impact économique de REACH aux chiffres aberrants qui occultent les bénéfices socio-économiques de la réforme (sans parler des bénéfices environnementaux). Citons les 2 études du cabinet Mercer (2003 et 2004) réalisée pour l'Union des Industries Chimiques ; la méthodologie de la première a été critiquée par les deux ministères co-financeurs (MEDD et MINEFI qui n'ont pas renouvelé ce financement pour la seconde étude) et, en particulier, par une note de la Direction de la Prévision demeurée confidentielle malgré nos demandes. La seconde étude Mercer, parue en avril 2004, revoit à la baisse les estimations énormes faites avant la publication d'une version édulcorée de REACH par la Commission européenne fin octobre 2003. Néanmoins, là où la Commission⁶ ne prévoit pas d'impact sur l'emploi européen, l'étude Mercer continue d'agiter le chiffre de 360 000 pertes d'emploi pour la France uniquement ; là où la Commission estime un coût total pour les industries chimiques et aval européennes de 5,2 milliards d'euros (en fourchette haute), l'étude Mercer avance 28 milliards d'euros pour la France.

Une telle différence de chiffres pourrait prêter à sourire. Or, ni le MEDD, ni le MINEFI n'ont été concertés avant l'intervention pro-industrie de Jacques Chirac en septembre 2003. La situation de la sécurité chimique en France est désastreuse. Qu'il s'agisse des maladies professionnelles sous-estimées, des registres de cancer inexistant, des professions de la toxico-vigilance publique en perte d'effectifs, du refus des autorités environnementales de rechercher les impacts, ou de l'opposition de l'Académie de médecine au Principe de précaution, la France rassemble les aspects les plus aberrants de la crise chimique actuelle.

La publication du rapport d'étape du Plan National Santé-Environnement en janvier, les livres récents du Pr Belpomme et de Geneviève Barbier, très critiques sur l'approche française du cancer, la mise en examen de firmes agrochimiques dans le dossier de l'insecticide Régent sont autant d'indices d'un changement profond en marche. Les questionnements conjoncturels des fleurons français de l'industrie chimique, Atofina et Rhodia, et l'absence de projet industriel d'avenir pour la France plaident pour faire de la réforme REACH un tremplin vers une chimie durable, responsable, positionnée sur l'innovation « verte » et en résonance avec les préoccupations des travailleurs et des citoyens.

⁶ *Évaluation de l'impact de la proposition relative aux produits chimiques*. Commission européenne, 16 octobre 2003